

La montée des droites populistes et extrêmes, un défi pour la gauche

René Monzat

Journaliste, Espaces Marx, Paris

Le texte ci-dessous reprend l'introduction faite par René Monzat sur la montée des droites populistes et xénophobes au séminaire organisé par Transform ! à Vienne, en avril 2013 : « Démocraties polarisantes et partis de gauche au carrefour de la crise économique et politique ». Disponible également sous forme de diaporama sur le site d'Espaces Marx.

La montée des droites populistes xénophobes constitue un défi global pour l'ensemble des partis de gauche et des organisations du mouvement social. Cette montée traduit une crise de la culture et de la politique européenne, la réponse passe par l'affirmation d'une alternative de gauche à la hauteur des enjeux. Il importe d'analyser le problème, de comprendre les enjeux du moment au début des années 2010 et, enfin, de souligner des éléments essentiels pour la riposte.

A. Les droites populistes xénophobes constituent une réalité continentale qui appelle des réponses globales

Cinq idées soutiennent cette conclusion.

1. Les droites populistes xénophobes constituent une réalité continentale. Elles existent dans presque tous les pays européens, de la Grande Bretagne à la Russie, de la Scandinavie à la Grèce ou à l'Italie en passant par la France, la Suisse, l'Autriche. Rares sont les pays qui, comme le Portugal ou l'Irlande,

y font exception. Elles ont connu une montée en puissance globale depuis le début des années 1980. Mais les groupes politiques de cette tendance sont eux-mêmes instables, apparaissent et disparaissent.

2. Il est possible d'en décrire certains points communs essentiels :

- Elles craignent toutes le déclin de leur nation/peuple/ethnie. Même en Allemagne, première puissance économique de l'Union européenne, le *best seller* populiste xénophobe s'intitule *Deutschland schafft sich ab* (L'Allemagne disparaît). Les sociétés européennes déclinent et sont menacées de disparition culturelle et/ou biologique.
- Elles désignent une menace intérieure et extérieure. Les immigrés et minorités nationales sont la menace intérieure ; l'Islam la menace extérieure.
- Elles expriment une méfiance vis-à-vis des oligarchies et de l'Europe. Le capitalisme financier international veut la destruction des peuples et les institutions européennes sont le relais de ce projet sur le territoire européen.

3. Le renforcement de cette demande politique s'alimente à des phénomènes paneuropéens.

- La crise met le continent à l'arrêt. L'ensemble du continent européen connaît un arrêt de sa croissance depuis 2008 et pour plusieurs années encore (le temps de rembourser ses dettes) ; simultanément le pôle de la croissance mondiale passe en Asie.
- Les institutions européennes fonctionnent hors démocratie. L'absence de politique (au sens où la politique permet de choisir entre des orientations différentes), la « grande coalition » permanente au Parlement européen, suspendent, effacent la démocratie potentiellement possible. Les citoyens européens sont conscients de ne pas avoir de prise sur les décisions prises par les institutions européennes.
- Les craintes prennent la forme de « paniques morales » vis-à-vis des immigrés et des minorités. Dans la plupart des pays du continent fleurissent les discours affirmant que ils et elles, immigrés et descendants d'immigrés, « imposent » une autre manière de vivre, une « colonisation à l'envers ».
- Une crainte se développe vis-à-vis de la puissance de « l'Islam » présenté comme un ennemi permanent. Toutes les sociétés dont l'Islam est la religion dominante, tous les Islams qui existent, tous les courants politiques qui font un peu ou beaucoup référence à cette religion sont décrits comme un acteur unique, comme une civilisation et une organisation ennemie de l'Europe.

4. Ces structures catalysent politiquement une « demande politique » préexistante.

Nous sommes dans une crise de la conscience (de soi) européenne. Les Européens (et pas seulement les xénophobes) se retrouvent sans projet, sans

perspectives : l'évolution du continent devient incompréhensible et va dans le mauvais sens.

La crise des sociétés européennes, qui se manifeste par des paniques morales, alimente un espace politique populiste xénophobe. Ni Thilo Sarrazin, ni Oriana Fallacci ne sont membres de partis politiques d'extrême droite. La « demande sociale » peut s'exprimer dans des sondages sans qu'elle se manifeste au moyen d'organisations politiques spécifiques. Dans ces cas, il existe un espace politique inoccupé. C'est le cas de l'Allemagne. Cet espace politique (populiste xénophobe) est rempli par des partis qui tentent d'en bénéficier. Des groupes au profil politique différent peuvent tenter d'occuper le même espace politique ; ainsi en Grèce Laos (clérical orthodoxe) et Aube dorée (néonazi païen) ont capté successivement le même électorat. En Allemagne plusieurs groupes se disputent cet espace, extrême droite nationaliste néonazie (NPD), listes populistes locales (listes pro-Köln, etc.).

5. Pour la gauche européenne il existe donc des éléments communs d'analyse et de réponse.

Si les quatre éléments précédents sont vrais, et puisque nous agissons dans un espace européen relativement homogène (économies développées, démocraties parlementaires, références culturelles partagées), alors la conclusion (il existe des éléments communs de riposte) est forcément vraie.

B. Les trois domaines de la demande sont à la fois nationaux et européens

Par-delà le foisonnement des discours, la demande porte sur la nécessité de répondre à trois problèmes :

En premier lieu la crise et l'involution économique et sociale, le déclin national.

Deuxièmement les menaces sur l'identité des communautés/peuples, l'évolution culturelle religieuse.

Troisièmement le manque de volonté politique pour s'attaquer aux problèmes.

Ce sont des questions importantes, des défis radicaux ; la difficulté à y répondre montre qu'il s'agit d'une crise de civilisation. La crise est le facteur premier ; c'est la profondeur de la crise qui donne une opportunité à certains types de réponses. Chaque aspect a une dimension nationale et aussi européenne.

1. Crise et mutations néfastes dans le domaine économique et social, déclin national se manifestent pays par pays, mais le continent européen dans son entier se fait dépasser par les économies des autres continents.

2. La menace sur l'identité des communautés/peuples, l'évolution culturelle religieuse est un axe décliné en lien avec les thématiques « identitaires » propres à chaque nation mais aussi en résonance avec ce que l'adhésion de la Turquie symbolise à l'échelle continentale (l'Europe renierait ses racines chrétiennes).
3. Manque de volonté politique : les institutions de l'UE fonctionnent sans réel contrôle démocratique, le Parlement fonctionne selon une logique de « grande coalition » permanente entre les sociaux-démocrates et les conservateurs-libéraux.

C. Les droites populistes et xénophobes présentent des réponses aux trois axes de la demande

1. Retour sur des économies plus autocentrées (mais certains veulent moins de libéralisme, d'autres moins d'État ou « moins de socialisme »).
2. Modèle social privilégiant les nationaux appartenant au « vrai peuple » : privilèges ou priorité pour « les vrais », discrimination pour les autres dans les domaines suivants :
 - Droit à l'emploi,
 - Droit d'organisation et d'association,
 - Liberté d'expression et droits politiques,
 - Liberté religieuse.
3. Défense d'un corpus culturel traditionnel (lié au peuple éternel) mais intégrant les bouleversements des dernières décennies (défense ou adoption du libéralisme culturel).

Le mouvement de Geert Wilders aux Pays-Bas n'a pas de filiation avec l'extrême droite ; il est né avec la nouvelle thématique de libéralisme culturel.

Le Front national français a travaillé plus d'une décennie pour se moderniser.

En Grèce, Laos puis Aube dorée ne se sont pas « modernisés », constituant un contre-exemple.

4. Volonté politique : le peuple doit s'exprimer directement et déléguer à un *leader* ou un groupe, ou créer une législation contraignante.
Derrière chaque réponse on retrouve l'opposition Eux/Nous. On retrouve en socle de ces réponses l'opposition de « Nous » les vrais citoyens et des « Eux » qui viennent (volontairement) détruire ce que nous sommes. Cette structure très profonde touche à ce que les citoyens (et les êtres humains) ont de plus sensible : savoir qui on est, savoir se définir, avoir au moins dans ce monde qui bouge un point de repère stable.

D. Les enjeux, d'aujourd'hui et de demain

Ce qui se passe aujourd'hui.

1. Le poids politique des partis de la droite populiste xénophobe augmente, pesant sur le pouvoir ou en capacité de le prendre.
2. Un bloc idéologique se constitue, entre des courants populistes xénophobes (issus ou non de l'extrême droite) et des courants radicalisés de la droite conservatrice ou libérale avec les mots d'essayistes ou journalistes, intellectuels polémistes bénéficiant d'une audience de masse.
3. La panique morale et identitaire s'étend, se généralise car la modernisation du discours des extrêmes droites leur permet de mordre sur des milieux culturellement, socialement et politiquement nouveaux pour les droites radicales.
4. La montée électorale des mouvements de droite populiste xénophobe leur donne des capacités nouvelles
 - Pour avoir des positions légitimes de représentation.
 - Pour être associés à des structures de pouvoir, du local au gouvernement.
 - Pour peser directement ou indirectement sur des mesures qui ont des conséquences réelles pour toutes et tous.
 - Pour orienter les débats autour de leurs préoccupations.

Quels sont les risques pour demain ?

1. Que le bloc idéologique devienne une idéologie dominante. Par exemple le libéralisme est aujourd'hui une idéologie dominante en Europe. Il est difficile de dire « la dette est injustifiée, il ne faut pas rembourser les intérêts de cette dette ».
2. Que le bloc politique incluant les populistes xénophobes devienne un acteur légitime et essentiel du pouvoir.
3. Que ces courants puissent modeler la société (vers une forme de société d'apartheid). Si une idéologie hégémonique est appuyée par une coalition politique majoritaire, alors des forces politiques peuvent accéder au pouvoir pour mettre en œuvre un programme de transformation de la société (et pas seulement participer au gouvernement).

E. Quelles réponses sont efficaces ?

Ni discours ni morale

L'analyse présentée jusqu'ici inclut plusieurs idées à prendre en compte dans la réponse.

- La panique et la perception de la situation reposent sur des ressorts très profonds (opposition Eux/Nous).

- Les droites populistes sont perçues par leurs soutiens comme des acteurs politiques apportant des solutions crédibles.

Quelles natures de réponses sont efficaces ?

- Si la panique est liée à des ressorts profonds plus ou moins conscients, alors aucun discours n'est en lui-même efficace.
- Si les populistes sont soutenus parce qu'ils semblent apporter des réponses politiques, alors aucun argument moral ou éthique ne sera efficace.

Comment la gauche peut-elle agir ?

Si nous n'analysons pas ces éléments comme le font les soutiens des populistes xénophobes, nous savons que nous devons apporter à leur base sociale potentielle des perspectives politiques convaincantes et mobilisatrices (sans nous limiter seulement à des réponses argumentatives, polémiques) pour les trois dimensions : déclin, identité et volonté politique.

1. Elle doit comprendre la perception des problèmes par ceux qui soutiennent les populistes xénophobes.
 - Il faut comprendre l'articulation des idées et discours.
 - Il faut comprendre le climat avant d'étudier les discours des partis.
 - Analyser les pamphlets, les commentaires Internet sur les sites de presse.
 - Il faut comprendre ce qui génère la panique : les phénomènes sociaux rapides et brutaux qui créent l'insécurité économique, sociale, culturelle, et pas seulement l'insécurité liée à la délinquance.
 - Sur quoi s'appuie l'idée de déclin du pays ou de l'Europe ?
2. Elle doit apporter des réponses radicales de gauche basées sur des principes, sur un socle d'idées différent. Par exemple :
 - Nous sommes pour la généralisation des droits politiques à tous les citoyens du monde quel que soit leur lieu de résidence.
 - Le Peuple c'est l'ensemble des personnes qui vivent dans un pays, y travaillent ou sont au chômage, quelle que soit la couleur de leur passeport. Tout compromis sur les principes est contre-productif, car on touche à la structure d'idéologies contradictoires et potentiellement dominantes.
3. Elle doit apporter des réponses politiques de gauche. Ces réponses diffèrent de celles des sociaux-démocrates. Elles concernent
 - L'austérité,
 - Le chômage,
 - La mondialisation.

Ces réponses permettent aussi de montrer que les populistes, même quand ils ont un discours « social » et antilibéral (NPD allemand ou FN français), ne mettent jamais en cause les rapports sociaux capitalistes ou les patrons.

4. Elle doit apporter des réponses en actes et pas seulement en mots.

L'opposition Eux/Nous, est présente dans toutes les politiques de droites populistes et xénophobes. Un discours seulement moral, éthique, internationaliste n'aura donc aucune efficacité. La gauche doit construire un « nous » inclusif, au niveau social, syndical, associatif, politique. Un « nous » qui se construit dans la défense d'intérêts communs. Car dans un syndicat, dans une association de parents d'élève, dans un parti, le « nous » est fort, mais il n'est pas un « nous » ethnique.

Que peuvent faire les partis de gauche et les organisations du mouvement social ?

1. Nous refusons la récession économique, la régression sociale et le déclin.

Nous articulons le niveau local, continental, global, alors que les orientations de repli ne permettent pas d'avoir politiquement prise sur la situation de l'Europe. Paradoxalement les « nationalistes » « identitaires » croient moins aux capacités des différentes sociétés européennes que la gauche radicale.

Nous savons que le déclin, c'est-à-dire la crise résultant du fait de privilégier les profits sur le bien-être des populations peut être inversé ; nous savons aussi ce qu'il faut faire pour renverser le cours des choses, même si nous ne sommes pas aujourd'hui politiquement capables de le mettre en œuvre. Nous ne pensons pas que l'Europe risque de disparaître ; au contraire nous savons que l'apport des millions d'Européens de culture musulmane peut renforcer le dynamisme social, culturel, géopolitique de ce continent.

Cela implique de porter l'alternative au déclin au sein des combats sociaux et syndicaux. L'alternative à la dictature des mécanismes du marché ne réside pas dans le nationalisme économique, mais dans le refus du *dumping* social, dans le refus des (dé)localisations obéissant seulement aux critères financiers.

Cela implique de mener le refus des politiques de ségrégation depuis tous les lieux de l'activité sociale. Dans les villes, écoles, entreprises associations, à l'occasion d'activités civiques et politiques.

2. En ce qui concerne l'identité, il existe deux voies ; une identité de repli choisie par les xénophobes et une identité démocratique et inclusive. La gauche ne répugne pas à dire « nous », au contraire ; les acteurs sociaux sont le fruit de la construction consciente d'acteurs volontaires : la gauche est donc (devrait être) engagée dans la construction du « nous » dans la citoyenneté (avec les populations minoritaires ou immigrées que les xénophobes veulent discriminer).

Construction d'un « nous » européen avec la Turquie.

3. Une orientation de gauche radicale implique une très forte volonté politique ; une volonté politique s'exprimant au niveau local, régional, national et européen. La volonté politique des partis de gauche et des mouvements sociaux s'incarne dans démocratie participative, autogouvernement, auto-gestion et non par délégation.

- Aborder de front la question européenne.

La volonté politique européenne des partis de gauche s'exprime contre l'UE en tant qu'administration bureaucratique territoriale sans dimension politique démocratique.

Elle s'exprime dans la construction d'acteurs politiques, sociaux, idéologiques continentaux.

Elle s'exprime dans la confrontation avec la politique de l'UE, en tant qu'obstacle à toute reprise et au développement du continent.

La volonté politique des partis de gauche s'exprime sur la question géopolitique de l'avenir du continent :

- Un continent simple zone de libre-échange ?
- Un continent avec une identité sociale ?
- Un continent qui a une politique vis-à-vis de la Russie ? Vis-à-vis des États-Unis ?
- Un continent qui peut compter la Turquie au nombre de ses éléments moteurs ?

- Aborder de front la question de l'islamophobie.

Cette question est essentielle pour trois raisons :

- L'islamophobie culturelle et différentialiste s'est substituée au racisme inégalitaire et ethnique en tant que soubassement principal des discriminations ou de la xénophobie. La modernisation du discours xénophobe l'a transformé en discours islamophobes fondés sur des éléments culturels et non ethniques, la défense des droits des personnes.

Cette question constitue un vecteur essentiel de la généralisation de la vision du monde xénophobe à des milieux politiques (issus de la gauche), à des sensibilités culturelles (parties prenantes du libéralisme culturel parfois issues des mouvements féministes et/ou homosexuels) et à des couches sociales (couches moyennes à fort capital culturel) qui y étaient jusque maintenant peu réceptifs.

- Dans chaque pays, nombre d'immigrés (souvent le groupe le plus nombreux) et de citoyens sont musulmans. Dans la majorité des pays européens, les groupes d'immigrés ou de descendants d'immigrés les plus nombreux sont issus de pays musulmans.

- L'adhésion de la Turquie donne une dimension géopolitique à cette peur de l'Islam. La Turquie, une république laïque, est une grande puissance

musulmane de 75 millions d'habitants. Son adhésion à l'UE ne peut être traitée comme un simple problème administratif. C'est une évolution très importante pour la Turquie, et pour l'Europe dans son ensemble.

La lutte contre l'islamophobie passe par :

- La visibilité des musulmans au sein du « nous ». Il ne s'agit pas d'une coalition entre « nous » et « eux », ou de promouvoir une « islamophilie » ou « xénophilie » mais de rendre évident que les organisations politiques, syndicales, associations, mouvements sociaux, nous regroupent autour d'objectifs communs sans distinction ethnique ou religieuse.
- L'établissement de relations de confiance avec les organisations musulmanes. Parce que toute lutte ou mouvement repose sur l'organisation des discriminés ou exploités eux-mêmes, les partis de gauche doivent mieux travailler avec les organisations existantes en évitant de s'y substituer.
- Une revitalisation de certaines valeurs portées par la gauche dans le contexte d'un trouble idéologique profond.
 - Indépendance politique et intellectuelle vis-à-vis des religions sans rejet des croyants.
 - La liberté individuelle en matière de comportements et de morale.
 - Ce qu'est l'émancipation, qui en est acteur, peut-elle être imposée ?

Le travail avec les courants féministes islamiques est stratégiquement important. En effet des courants militants s'engagent contre un millénaire d'interprétation patriarcale des textes religieux, et pour les droits des femmes. Ils se développent dans le monde entier, y compris en Europe. Cet engagement se développe dans une stratégie de confrontation/influence vis-à-vis des autorités religieuses musulmanes et en portant une critique des orientations du féminisme européen et américain perçu comme blanc/impérialiste colonialiste/et perméable aux valeurs marchandes. C'est important dans la pratique et les mobilisations des femmes de religion musulmane, mais aussi pour la perception des musulman-e-s par les milieux culturellement libéraux, féministes et/ou homosexuels.

Intégrer le danger populiste xénophobe est au cœur des démarches de la gauche. La prise en compte du danger porté par les droites populistes xénophobes n'est pas un domaine « séparé » de l'activité de la gauche. Car, face à la crise idéologique, politique et culturelle des sociétés européennes dont ces mouvements sont des symptômes et que nous devons mieux comprendre, nous n'avons pas besoin de discours spécifiques séparés des autres enjeux politiques, mais d'orientations ancrées à gauche dans les domaines politiques, sociaux et culturels. ■